

|  |  |
| --- | --- |
| **COMMUNIQUÉ DE PRESSE Nº 41**  **FR** | **20 juillet 2022** |

**La société civile organisée européenne n’abandonnera pas l’Ukraine**

**Le 19 juillet, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé une conférence de haut niveau sur l’assistance à l’Ukraine et l’aide à sa reconstruction, lors de laquelle il s’est engagé à apporter, sur tous les fronts, son soutien plein et entier au pays ravagé par la guerre.**

Alors qu’un sentiment de lassitude face à la guerre commence à se faire sentir et que la solidarité semble s’estomper dans une Europe qui se prépare à vivre son hiver le plus rude depuis des décennies, la société civile européenne reste mobilisée afin d’aider l’Ukraine dans le cheminement qu’elle a engagé pour se relever et se reconstruire en mieux, dans le droit fil des valeurs européennes fondamentales.

Lors de la conférence qu’il a tenue à Cracovie, le CESE, qui est l’instance européenne représentant la société civile au niveau européen, a insisté sur sa volonté de militer pour que l’Union continue à témoigner de sa solidarité envers l’Ukraine. La **présidente du CESE, Christa Schweng**, a salué le «soutien tangible apporté à l’Ukraine», tel qu’il s’est manifesté depuis le début de la guerre, de la part de la société civile européenne dans l’ensemble des États membres et, tout particulièrement, en Pologne. Si le CESE a décidé d’organiser la conférence à Cracovie, c’est pour «rendre hommage à cette réconfortante solidarité et exprimer que nous nous sentons proches de toutes ces personnes qui œuvrent jour après jour sur le terrain.»

Le CESE s’est dit prêt à travailler en coopération étroite avec la société civile, les partenaires sociaux et les pouvoirs publics d’Ukraine afin d’épauler le pays à chaque étape de son processus d’adhésion, long et exigeant, l’objectif ultime étant qu’il devienne un jour membre à part entière de l’Union européenne.

Dans son allocution de bienvenue, **Dimitris Dimitriadis**, membre du CESE et président de sa section «Relations extérieures», qui a coorganisé la conférence, a développé les considérations suivantes: «Nous sommes ici afin de montrer que le CESE est prêt à seconder l’Ukraine dans l’effort qu’elle déploie pour devenir un État membre de l’Union européenne.»

La conférence a été inaugurée par **Christa Schweng** et **Andrzej Kulig**, adjoint au maire de la ville de Cracovie.

**Mme Schweng** a insisté sur la fonction primordiale que la société civile assume pour gérer la crise des réfugiés et a réclamé qu’une assistance financière immédiate, d’origine européenne et internationale, soit fournie pour sauver l’économie ukrainienne, la maintenir en état de marche durant la guerre et lui conférer une force et une résilience accrues pour le futur.

«La reconstruction de l’Ukraine constitue un cas de figure sans équivalent, qui devrait aboutir à bâtir une société civile plus vigoureuse et une nouvelle économie, fondée sur les technologies vertes et numériques. De par notre vocation de Comité économique et social européen, nous nous employons à renforcer la coopération et les échanges avec les organisations de la société civile ukrainienne», a déclaré la **présidente du CESE**.

Soulignant que Cracovie, en accueillant des milliers de réfugiés, avait su faire la preuve de ses capacités de solidarité, M. Kulig a tenu pour sa part ce discours: «Les évolutions qui vont se produire nous préoccupent fortement. Nous avons bon espoir, nous pouvons l’affirmer, que le monde préservera les valeurs européennes, qui comportent également une dimension humanitaire. Pour le coup, nous ne permettrons pas que cette démonstration de force brutale et sans frein vienne les piétiner à nouveau comme elle l’a fait par le passé.»

La conférence a réuni des fonctionnaires de haut niveau, venus de l’Union européenne, ainsi que de Pologne et d’Ukraine, ainsi que des représentants d’organisations de la société civile, notamment des syndicats et des fédérations d’employeurs, en provenance de l’Union comme d’Ukraine.

L’objectif de cette manifestation a consisté à débattre des efforts qui ont déjà été déployés, à partir du terrain, pour apporter sur une place une aide directe aux populations dans le besoin, que ce soit les réfugiés, les personnes déplacées restées à l’intérieur du pays ou celles qui n’ont jamais quitté leurs foyers, malgré l’attaque brutale que la Russie a perpétrée contre leur patrie.

Par la même occasion, les participants se sont également penchés sur les moyens d’aider directement l’économie ukrainienne à faire face aux conséquences dévastatrices de la guerre, à l’heure où de bien sombres projections indiquent qu’en 2022, le produit intérieur brut devrait accuser une chute de quelque 45 %. Pareille situation nécessite rien moins que le lancement d’un nouveau plan Marshall, pour aider le pays afin qu’il parvienne à réaliser, à partir de zéro, une reconstruction qui, en plus d’être verte et durable, devra également être conforme à la législation du travail et aux droits sociaux qui ont cours en Europe.

Les participants à la conférence ont fait observer qu’indépendamment de son coût financier inouï, que les estimations actuelles de la Banque européenne d’investissement chiffrent dès à présent à mille milliards d’euros, la relance de l’économie de l’Ukraine et sa reconstruction exigeront une mobilisation totale de la société civile, laquelle, de par son expérience acquise au plus près du terrain, occupera une position en pointe dans la mise en œuvre des réformes dans le pays et les efforts pour le rebâtir.

**AFFRONTER ENSEMBLE LE FLÉCHISSEMENT DE LA SOLIDARITÉ**

Les intervenants au débat inaugural de haut niveau, mené sous forme de table ronde, ont tenu à avertir qu’il fallait veiller à ce que la dynamique d’assistance à l’Ukraine ne se ralentisse pas.

**Agnieszka Ścigaj** ministre sans portefeuille auprès de la chancellerie du premier ministre polonais, a appelé les Européens à faire bloc face à l’agression russe: «La Pologne est en première ligne mais nous ne pourrons obtenir aucun résultat si nous n’avons pas le soutien de l’Union européenne et des États membres et ne sommes pas mus par la conviction que nous devons tous apporter notre aide et proposer des solutions. Il convient que nous nous comportions en partenaires, que nous appréhendions correctement les problèmes qui se posent à nous tous et que nous dégagions des financements communs. C’est seulement en agissant de la sorte que nous pourrons faire pièce à l’agression.»

Député au Parlement européen, dont il a assuré la présidence, **Jerzy Buzek** a tenu à souligner que «la lassitude de la guerre en Ukraine est indéfendable. Il en va de notre responsabilité commune d’agir pour que le pays continue à figurer à l’ordre du jour de l’Europe et nous devons nous employer, tout un chacun, à le faire progresser sur la trajectoire qu’il emprunte pour rallier l’Union européenne.»

**Vitaly Portnikov**, journaliste ukrainien d’opinion et commentateur de l’actualité politique, a argué qu’un journalisme objectif et indépendant doit exister en Ukraine, car, pour le pays, «il s’agit d’un enjeu aussi important que son gouvernement et ses forces armées. Pour en disposer, nous avons besoin de l’appui de l’Union européenne et de programmes internationaux. Sans liberté d’expression, sans une information de haute qualité, sans ressources affectées à cette fin, nous risquons de nous trouver dans une situation périlleuse.»

Le débat liminaire a pris la forme d’une table ronde à laquelle a notamment participé **Wojciech Bakun**, le président (maire) de la ville de Przemyśl, laquelle est située à proximité de la frontière avec l’Ukraine et a accueilli, au début de la guerre, le plus gros contingent de réfugiés.

«Le message que j’adresse aux gouvernants est qu’ils doivent préparer la population à une augmentation du coût de la vie: tel est le prix que nous aurons à supporter, nous qui formons la société européenne. L’assistance que nous apportons à l’Ukraine pourrait se trouver freinée à mesure que les tarifs de l’énergie partiront à la hausse et que d’aucuns demanderont pour quelle raisons les Européens devraient payer pour la guerre en cours. Pourtant, si nous voulons mener cette lutte, il nous faut en supporter le poids financier», a conclu M. Bakun.

L’Union européenne a déjà alloué d’énormes sommes à l’aide en faveur de l’Ukraine.

Dans un message vidéo, **Olivér Várhelyi**, le commissaire européen chargé de la politique de voisinage et de l’élargissement, a expliqué que depuis le déclenchement du conflit, plus de 6 milliards d’euros avaient d’ores et déjà été dégagés pour soutenir le budget ukrainien. L’Union a prévu une enveloppe d’un montant pouvant atteindre 9 milliards d’euros à des fins d’assistance microfinancière, pour répondre à des besoins variés, concernant tout aussi bien le logement que l’éducation des enfants et des jeunes déplacés à l’intérieur du pays, ou encore l’agriculture, pour ne prendre que ces exemples.

«Si nous voulons réussir à reconstruire l’Ukraine, il sera nécessaire de pouvoir s’appuyer, à tous les niveaux, sur des fonctionnaires compétents et efficaces. En conséquence, la réforme de la fonction publique devrait être au cœur de tous les efforts», a fait valoir M. Várhelyi.

**Olha Stefanichnya**, vice-première ministre ukrainienne pour l’intégration européenne et euro-atlantique, a déclaré que son pays était reconnaissant à l’Union européenne d’avoir mobilisé un volant de ressources d’une telle ampleur.

«Le champ couvert par cette assistance est un élément essentiel, mais la guerre ne va pas prendre fin dans l’immédiat: ses effets demanderont à être compensés sur bien d’autres années encore dans le futur. Nous avons besoin d’une assistance militaire et financière renforcée, tout comme d’investissements supplémentaires à travers le pays. Je tiens ici à insister sur l’urgence de la situation. Il y a lieu de trouver des fonds supplémentaires en soutien au budget: les 8 milliards d’euros alloués à l’assistance microfinancière constituent une bouée de sauvetage indispensable pour que nous puissions résister jusqu’à la fin de l’année», a précisé Mme Stefanichnya.

Les participants à la conférence ont pu écouter des messages de chacun des trois groupes du CESE, représentant respectivement les employeurs, les syndicats et les organisations de la société civile qui sont vectrices de différents intérêts au sein de l’Union européenne.

**Stefano Mallia**, le président du groupe des employeurs, a insisté sur l’enjeu que constitue le soutien aux petites et moyennes entreprises d’Ukraine. «Il s’impose d’octroyer une aide qui cible un certain nombre d’actions, comme l’accès aux financements. Les petites et moyennes entreprises forment une composante essentielle de l’économie et de la société ukrainiennes: nous devons veiller à ce qu’elles survivent, afin qu’elles puissent, au sortir du conflit, assurer la reconstruction.»

Le président du groupe des travailleurs, **Oliver Ropke**, a mis en garde contre un détricotage du droit du travail en Ukraine, qui risquerait de priver des millions d’actifs de leurs droits sociaux fondamentaux. «L’Ukraine aura besoin d’unité pour mener son processus de reconstruction nationale, dont l’un des facteurs essentiels de succès sera que la société civile et les partenaires sociaux participent pleinement à la démarche. Pour ne pas compromettre cette union, il faudra pouvoir compter sur un engagement sans équivoque en faveur des droits sociaux et du droit du travail en Ukraine.»

S’exprimant au nom du groupe des organisations de la société civile, **Lidija Pavić-Rogošić** a formulé pour sa part les observations suivantes: «Il ne suffit pas de rebâtir les actifs matériels et les grandes infrastructures dans leur intégralité: encore devons-nous nous assurer que cet effort de reconstruction ne crée pas de nouvelles inégalités, et qu’il démantèle celles qui existent déjà et persistent. C’est par l’égalité des chances pour tous que passe la cohésion de la communauté.»

**INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LA CONFÉRENCE**

La conférence s’est structurée autour de trois débats en table ronde, abordant différentes facettes de l’assistance à l’Ukraine. Le premier a fourni une vue d’ensemble du travail que les organisations de la société civile ont accompli jusqu’à présent, en fournissant aux réfugiés une assistance immédiate dès leur arrivée et en contribuant à leur intégration.

La deuxième table ronde a porté son attention sur les personnes déplacées et le rôle que joue la société civile ukrainienne pour assurer que même durant cette crise, le pays continue à fonctionner. Parmi les intervenants figuraient des représentants des fédérations patronales, des syndicats et des collectivités locales d’Ukraine, qui ont témoigné de leurs activités sur le terrain.

Lors du débat final en table ronde, les participants se sont penchés sur la manière dont la société civile européenne peut apporter son aide et son soutien pour relever le pays, dans le respect des valeurs et des normes inhérentes à l’Union, comme l’état de droit, la démocratie et la transparence, en se plaçant tout particulièrement sous l’angle de vue d’un pays candidat à l’adhésion.

En conclusion de la conférence, **Laurenţiu Plosceanu**, président de la section spécialisée «Emploi, affaires sociales et citoyenneté» du CESE, s’est exprimé en ces termes: «Nous devons agir d’une manière convergente et devenir les acteurs qui font bouger les lignes. Notre mission consiste à reconstruire des infrastructures, mais aussi des vies, des espoirs et des valeurs.»

La [page web spécifique](https://www.eesc.europa.eu/fr/agenda/our-events/events/conference-relief-and-reconstruction-ukraine-and-its-european-perspective) de notre site met à disposition de plus amples informations concernant la conférence.